



Er is ook een nederlandstalige editie

version2 février 2013

Payer pour la crise de l'Union européenne néolibérale ou lutter pour une Europe solidaire, sociale et écologiste ?

Depuis 2007, nous nous levons et nous nous couchons avec la 'crise' : la crise de l'immobilier aux États-Unis, la faillite de Lehman Brothers etc. Au début, ça avait l'air d'être une affaire des Américains, accros de spéculation boursière et de constructions financières risquées. Mais très vite, les leaders européens ont dû se rendre à l'évidence : la crise financière était bel et bien présente de ce côté-ci de l'Atlantique aussi.

Ils ont voulu l'expliquer par "l'esprit frauduleux" des Grecs, la "paresse des peuples du Sud", des "salaires trop élevés" pour tous,... mais ceci n'est qu'une piètre manœuvre pour dissimuler le fiasco de leur Europe néolibérale, et pour nous faire payer la note.

Ce qui se passe maintenant était prévisible, et a été prévu. Donner une liberté absolue au capital et mettre en concurrence des pays très différents ayant la même monnaie devait forcément mener à une catastrophe.

Cette catastrophe est en train de ronger l'Europe, en commençant par la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne ; elle a maintenant atteint les côtes de l'Italie, et se dirige vers l'intérieur du continent. Et les spéculateurs se réjouissent d'une telle aubaine !

Défense d'aider

Aussi incroyable que cela puisse paraître, les architectes de l'Union Européenne (UE) ont interdit que celle-ci intervienne en cas de problèmes financiers d'un Etat membre. En effet, le Traité de Lisbonne, ce remake de la "constitution européenne" que les référendums en France et aux Pays-Bas avaient rejetée en 2005, interdit explicitement que la Banque Centrale Européenne (BCE) ou des pays aident financièrement un Etat membre en difficulté. Il ne reste donc au pays qu'à s'adresser aux banques privées qui exigent des intérêts d'autant plus élevés que les pays sont plus en difficultés. Étrange 'Union' qui défend ses membres en les livrant aux rapaces...

Sous la pression de sa crise et contre ses propres règles, l'Union Européenne a instauré des fonds très importants dits "d'aide". Mais, si un Etat fait appel à ces fonds, il se soumet à une cohorte d'agents de la Commission Européenne, de la BCE et du Fonds Monétaire International (les trois institutions réunies connues sous le nom de *Troïka*) qui lui prennent ce qui lui reste de souveraineté. La Grèce en est un exemple tristement célèbre.

On pourrait penser que c'est une sacrée malchance que tous ces pays 'responsables' soient victimes de "l'irresponsabilité des Grecs". Mais l'Irlande, "le meilleur élève de la classe européenne" est, elle aussi, tombée en disgrâce auprès des marchés financiers. Pourtant, son gouvernement a scrupuleusement suivi une des lois suprêmes de l'UE : le 'pacte de stabilité', aujourd'hui socle de l'Europe néolibérale. Et jusqu'à la crise, les finances de l'Espagne étaient plus exemplaires que celles de l'Allemagne! D'abord un mot concernant ce Pacte de stabilité, qui est devenu l'axe autour duquel tourne l'UE.

Un pacte dit de *stabilité* et de *croissance*

Le Pacte de stabilité qui date de 1997 et ne fait que renforcer les critères du Traité de Maastricht (1992) interdit des dettes excédant les 60% du Produit Intérieur Brut (PIB), et des déficits excédant les 3%. Seulement... presque aucun pays n'a pu s'y tenir. La raison en est simple : lorsque l'économie commence à patiner, les caisses de l'État reçoivent moins et déboursent plus. En plus, depuis une trentaine d'années, la nouvelle croyance économique prescrit le "dégraissage de l'État", ce qui se traduit par une fiscalité de moins en moins progressive. Les finances publiques sont donc devenues, tout comme les travailleurs, de plus en plus précaires, ce qui se révèle brutalement en cas de crise.

Une croyance mortelle : le néolibéralisme

La nouvelle croyance économique qui s'est installée depuis quelques décennies a un nom : le *néolibéralisme*. Patrons, banquiers et politiciens en charge de la gestion socio-économique des Etats suivent cette politique, uniquement guidée par la hausse du taux de profit des entreprises. *Augmenter le taux de profit*, cela signifie automatiquement *diminuer la part des salaires dans les richesses produites*. C'est ce qu'on peut constater globalement dans le monde capitaliste : en trente ans, la part des salaires dans le PIB a diminué d'environ 10% (soit 35 milliards d'euros par an pour la Belgique). La part des revenus du capital a augmenté du même montant. Une illustration éloquent : en 2009, ArcelorMittal a payé 496 euros de taxes sur un bénéfice de 1,28 milliards d'euro, grâce à cette fantastique invention belge qu'est la "déduction des intérêts notionnels".

La finance : un succédané (temporaire) au pouvoir d'achat des salariés

Mais comment l'économie capitaliste peut-elle continuer à tourner si on produit toujours plus sans que les salaires ne suivent ? La clef de cette énigme s'appelle... *la finance* ! Tu ne gagnes pas grand-chose, mais tu veux quand-même acheter une maison ? Ne t'en fais pas, ta banque va t'aider, une petite signature et voilà ! C'est comme ça que la bulle immobilière s'est formée aux États-Unis, entraînant la crise des *subprimes*.

Crise immobilière aussi en Irlande et, plus encore, dans la péninsule ibérique: des capitaux en quête de profits alléchants y ont fait surgir des "châteaux en Espagne", jusqu'à ce qu'on réalise que cette offre ne correspond à aucune demande, et qu'ils ne se transforment en châteaux de cartes. Alors, après une période de crédit facile et souvent irresponsable, les banquiers et financiers sont brusquement devenus très exigeants, et même le financement ordinaire de projets industriels est de plus en plus difficile. La crise des finances amène à la crise économique, sociale, et politique ...

Si le crédit a pu fonctionner un certain temps comme succédané pour le trop faible pouvoir d'achat des salariés, et comme 'investissement' lucratif pour ceux qui amassaient bénéfices et dividendes, il y a nécessairement un moment où les spéculateurs deviennent méfiants vis-à-vis de leurs propres constructions bancales, et redescendent sur Terre pour y trouver... un gaspillage encore pire qu'on ne pourrait le penser : les banques n'ont pas seulement spéculé, elles ont répandu des produits financiers 'toxiques' dans le monde entier. Et quand les banques s'écroulaient, les gouvernements leur venaient en aide. Ainsi, d'une crise provoquée par les abus du privé, elle est devenue une prétendue crise des finances publiques ... et un alibi pour une attaque majeure contre le bien-être des travailleurs.

Une monnaie unique un peu particulière

Le tournant néolibéral de l'économie à partir des années 1980s s'est opéré dans le monde entier. Mais l'Union Européenne a accentué et accéléré cette dérive, via des politiques délibérées, qui sont à l'origine de drames sociaux qu'on pensait impossibles dans l'Europe du 21^{ème} siècle. Parmi ces choix désastreux, il y a au premier rang l'introduction de la monnaie unique : l'euro.

A priori, remplacer un grand nombre de devises européennes par une seule monnaie commune semblait pouvoir avoir des effets positifs : la réduction des opportunités pour les spéculateurs qui misent sur les différences de cours ; l'importance d'une monnaie crédible pour un pays ayant des problèmes budgétaires. Mais, ces avantages virtuels ont justement été exclus par les traités européens. Dans une union monétaire, on a besoin de mécanismes de solidarité financière, de transferts de régions riches vers des régions pauvres. Ces mécanismes sont présents dans toutes les unions monétaires ... sauf dans la zone euro. Le budget de l'UE (environ 1% du PIB de l'UE) ne le permet pas, les traités s'y opposent, et l'obsession de la concurrence entre États en fait une idée incongrue...

La solution selon l'Union Européenne : toujours plus de concurrence !

L'UE a récemment introduit des mesures qu'elle dit répondre au problème des déséquilibres entre États. Les évolutions économiques hétérogènes entre États étant le résultat de différences de compétitivité, pour y parer, il suffirait d'éliminer tous les facteurs qui gênent la compétitivité. Cette 'correction' a besoin des conseils éclairés et soit-disant impartiaux d'experts qui instaurent la *gouvernance économique*.

La méthode, selon l'UE, ne peut pas être trop douce, parce que dans le passé, on a vu ce qui résulte de la méthode molle : les États n'ont pas respecté le Pacte de Stabilité. L'UE en a conclu que les États doivent être surveillés plus strictement. En substance, la Commission Européenne met en garde les États, leur fait des recommandations, et leur impose des sanctions financières s'ils n'obtempèrent pas. De cette façon, les différences entre niveaux de compétitivité disparaîtraient, il n'y aurait plus de déséquilibres économiques et la crise de l'euro disparaîtrait.

Ce raisonnement est absurde ! La compétitivité suppose un avantage vis-à-vis des concurrents : taxation des entreprises 'attractive', législation du travail 'flexible', et surtout bas salaires ! La clef du succès d'un pays réside dans le fait que les autres ne s'autorisent justement pas la même politique de régression sociale ; la formule n'est donc pas généralisable, et c'est une contradiction dans les termes que de prescrire la compétitivité pour tous. Les États 'vertueux' ont beau se fâcher contre les "irresponsables gaspilleurs du

Sud", c'est bien grâce à ces 'cancres' que les bons élèves peuvent présenter leur beau bulletin d'exportations ...

La crise de l'euro

Les cercles dirigeants de l'UE rédigent des plans d'austérité pour les peuples de l'Europe, mais ne parviennent pas à surmonter la dégringolade de leur monnaie. Depuis 2010, de très nombreux sommets de dirigeants européens ont été convoqués, des centaines de milliards ont été versés dans des fonds dits d'aide, mais la crise est toujours là et les vagues spéculatives ont continué. C'est logique : l'UE n'entreprend rien contre les spéculateurs. Il aura fallu attendre le sommet de décembre 2012 (5 ans après le début de la crise bancaire!) pour que le Conseil européen se décide à prendre la surveillance des banques un peu au sérieux en instaurant une 'union bancaire' sous la houlette de la BCE. Mais cette union bancaire est encore à construire, et ce n'est pas certain que la BCE, comme partie prenante, peut jouer ce rôle...

On voit à quoi mène cette architecture financière européenne. Des dizaines de millions de jeunes, de pensionnés, de travailleurs et de chômeurs en paieront la note. Et au-delà : la démocratie elle-même (dimension depuis toujours malmenée par l'Europe institutionnelle) est bafouée. Et dans son berceau, en Grèce, comment parler de démocratie si ce sont les agents de la Troïka qui s'installent dans les ministères et décident de tout ce qui doit encore être privatisé?

La gouvernance économique : un putsch néolibéral

Sans que les citoyens en aient conscience, les dirigeants européens ont installé ces dernières années une *gouvernance économique*, c.à.d. une série de mesures effrayantes, non contre les spéculateurs, non pour contrôler les banques, mais pour faire payer les travailleurs. Leur coup a si bien réussi que Jose Manuel Barroso, président de la Commission Européenne jubile en parlant de 'révolution silencieuse'.

Le but de cette gouvernance est de surveiller les finances publiques et la politique socio-économique de chaque pays, et d'y intervenir lorsque la Commission juge la situation préoccupante. La Commission dispose de toute une batterie d'instruments; '**Semestre européen**', '**paquet législatif**' ou **sixpack**, '**Pacte pour l'euro**', **Traité Budgétaire** et **Plan Van Rompuy** pour une véritable union économique et monétaire' en cours de définition. Si tous ces noms sont méconnus, c'est que la révolution était bien silencieuse !

A. Le 'Semestre Européen'

Le 'semestre européen' est une procédure que tous les Etats membre doivent parcourir chaque année, depuis 2011. En avril, chaque Etat doit soumettre sa stratégie budgétaire, pour discussion au sein de la Commission et du Conseil, *en amont des discussions au sein du parlement national*. Il doit aussi proposer son **programme national de réforme**, dans lequel il annonce ses plans pour répondre aux recommandations faites par la Commission afin de 'moderniser' son marché du travail et d'améliorer sa compétitivité. Les autorités européennes jugent alors de ces propositions et les 'corrigent' si elles l'estiment nécessaire. Vous trouverez dans l'encadré ci-dessous, les principales propositions faites à la Belgique.

le semestre européen pour la Belgique (2011, 2012) :

- Réduire plus rapidement le déficit public, en réduisant les dépenses plutôt qu'en augmentant des impôts ;
- plus de TVA, moins d'impôts directs;
- « empêcher la sortie anticipée du marché du travail », « relever sensiblement l'âge effectif de la retraite. », « liaison de l'âge légal de la retraite à l'espérance de vie »
- réformer le système de négociation et d'indexation des salaires
- mettre en place un système de diminution progressive des allocations de chômage à mesure que se prolonge la période d'inactivité
- renforcer la concurrence dans le secteur de la vente au détail

B. Le paquet législatif de la gouvernance économique ('Sixpack').

Comme son nom l'indique, le Sixpack est composé de six textes, quatre renforcent le pacte de stabilité, deux visent à 'prévenir' les déséquilibres macroéconomiques. Le sixpack a été approuvé par le Parlement européen et le Conseil en octobre 2011.

Ce paquet donne un pouvoir inouï à la Commission et prévoit des sanctions financières sévères en cas de non respect des recommandations en matière de déficit budgétaire (jusqu'à 1,75 milliards d'euro dans le cas de la Belgique) ou encore en cas de non respect de recommandations pour remédier à des 'déséquilibres macro-économiques'. Cela permet à la Commission d'intervenir dans la politique salariale, les systèmes de retraite et de chômage, les négociations collectives, bref, dans tout ce qui peut influencer la compétitivité. Entretemps, on prépare une extension du 6-pack, le '2-pack', qui va encore plus loin. Le projet du budget national devrait être soumis à la Commission en octobre, avant sa présentation au parlement; le Commission pourrait exiger de le changer...

C. Le Pacte pour l'Euro

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont proposé le 3 février 2011 un pacte traduisant les mêmes objectifs que le Semestre européen ou le 'Sixpack', mais annoncés ici sans les euphémismes 'diplomatiques' d'usage. Ils exigeaient ni plus ni moins que la suppression des systèmes d'indexation des salaires, la hausse de l'âge de la retraite, l'inscription dans les constitutions du respect des règles budgétaires européennes, etc.

Les États participant au pacte s'engagent à convenir chaque année d'actions concrètes' (inscrites dans leur programme national de réforme) dont le premier objectif est de "favoriser la compétitivité". Les salaires y sont très clairement la cible : indexation, accords collectifs, traitement des fonctionnaires, 'flexicurité' ...

D. Le Pacte Budgétaire

Comme si cela ne suffisait pas, les leaders européens ont encore introduit un 'pacte budgétaire' entre 25 États, entré en vigueur le 1er janvier 2013. Le gouvernement belge l'a approuvé, les parlements vont le ratifier au printemps 2013. Le pacte met en place des règles budgétaires encore plus strictes que celles du Pacte de stabilité: la limite du 'déficit structurel' passe à 0.5% au lieu de 3% auparavant. Appelée règle d'or, elle doit être inscrite dans la législation nationale, "de préférence dans la constitution".

E. Van Rompuy et sa "véritable union économique et monétaire"

Vraisemblablement, l'Union Européenne jusqu'à aujourd'hui n'était pas bien réelle, parce que depuis le printemps 2012 le président de l'UE (statut pas très réel non plus) Herman Van Rompuy oeuvre à une véritable union. Les pays de la zone euro devraient signer des contrats pluriannuels avec l'UE, s'engageant à se défaire des 'rigidités du marché du travail' et à améliorer leur compétitivité. Comme appât, on pense à une 'aide financière limitée et ciblée' pour les pays exemplaires dans ce domaine. De l'autre côté, on examine si la Cour Européenne de Justice pourrait sanctionner le non-respect de tels contrats. Le Plan Van Rompuy sera discuté de nouveau au sommet européen de juin 2013.

Alors, que faire ?

La politique de l'UE est à rejeter absolument du point de vue social, démocratique et économique. Les 'solutions' de l'UE sont en train d'étrangler les peuples grec, portugais, espagnols, irlandais, et d'autres vont suivre si

nous admettons cette 'révolution silencieuse'. Comme le dit l'adage, c'est plus le silence des pantoufles que le bruit des bottes qu'il faut craindre ! Pourtant, des alternatives existent et sont discutées dans les mouvements sociaux.

Les crises sont toujours violentes, mais elles portent en elles aussi l'espoir du changement. L'Union Européenne a été au cours de ces trente dernières années un laboratoire du néolibéralisme. L'expérience a fait des millions de victimes, mais des docteurs Frankenstein veulent prouver qu'ils ont eu raison en décuplant les doses. C'est à nous de les en empêcher et de commencer une autre expérience: celle de la coopération, de la solidarité, des valeurs humaines, du sauvetage de la planète.

C'est à cette fin que nous avons créé les **Comités Action contre l'Austérité en Europe / Actiecomités tegen de soberheidspolitiek in Europa**. Nous, c'est des hommes et des femmes, néerlandophones et francophones, jeunes et moins jeunes, travailleurs, chômeurs et allocataires sociaux, syndicalistes, altermondialistes, militants progressistes, individus non-individualistes... Si, vous aussi, vous refusez cette Europe-là, si vous voulez d'une autre Europe, et d'un autre futur pour nous tous et pour nos enfants, vous y êtes les bienvenus : nous avons besoin de votre énergie et de votre créativité !

Contact comites.action.europe@gmail.com,
www.comitesactioneurope.net

